

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Pièces relatives au porteur			
Relevé d'identité bancaire (RIB)	Tous		
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET	Tous		
Copie d'une pièce d'identité valide	Pour toutes les personnes physiques. Pour l'associé du GAEC ayant délégation de signature. Pour le représentant légal pour les autres personnes morales et les groupements d'agriculteurs		
Attestation à jour de régularité au regard des obligations sociales délivrée par les services compétents (MSA) et précisant le statut d'exploitant agricole ATP ou ATS pour les demandeurs individuels	Tous. Pour les personnes morales sans salarié, fournir une « attestation de société sans personnel ».		
Attestation souscription assurance (ATEXA)	Toutes personnes physiques, un associé de personne morale ou un membre physique de groupement (excepté pour les dirigeants de société sans associés cotisant à l'ATEXA, les structures de droit public et les associations)		
Document justifiant que le demandeur n'a pas fait valoir ses droits à la retraite. Uniquement si le service instructeur est dans l'incapacité de vérifier cette information	Personne en âge de départ à la retraite		
Extrait K-bis en cours de validité ou Certification d'identification au Répertoire Nationale des entreprises et de leur établissements ou inscription au répertoire des métiers	Toutes formes sociétaires et les CUMA		
Tableau de associés ou adhérents rempli (cf. caractéristiques du demandeur selon la catégorie)	Toutes formes sociétaires et les groupements d'agriculteurs		
Exemplaire des statuts à jour	Tous excepté les personnes physiques, les collectivités et leurs groupements et établissements publics		
ARC (dépôt complet) demande d'aide à l'installation (datant de moins de 4 ans)	Personnes physiques dans un parcours d'installation, non installés au dépôt de la demande		
Preuve de la représentation légale et preuve du pouvoir à demander l'aide si le signataire n'est pas le représentant légal	Personne morale (or GAEC), groupements d'agriculteurs (dont CUMA), associations, fondations		
Autorisation délégation de signature GAEC	GAEC ou groupements sans statuts		
Tout document attestant de la qualité du demandeur, attestant du lien entre la personne morale et la personne physique et qui stipule que cette dernière est habilitée à engager l'entreprise	Personne morale		
Pièce valide au moment de la demande, portant délégation ou subdélégation de l'autorité responsable de la structure administrative (le demandeur)	Administration		
Notification (ou copie de l'arrêté préfectoral) de reconnaissance de la structure en tant que GIEE (fourni au titre de l'éligibilité si la demande est déposée par le GIEE)	GIEE		
Récépissé de déclaration d'association en préfecture	Fondations et associations (dont GIEE sous forme associative)		
Liste des membres du bureau et du Conseil d'administration	Fondations et associations		

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Associations, établissements d'enseignement agricole et de recherche, établissements de développement agricole, collectivités, GIEE et les groupes de projet du PEI sous forme associative		
Document comptable : bilan pour l'existant	Tous exceptés demandeurs publics		
Dernier budget voté + délibération ou PV de l'organe compétent	Collectivités		
Formulaire signé de confirmation du respect des règles de la commande publique	Demandeurs soumis à la commande publique		
Pièces relatives au projet			
Autorisation du propriétaire	Si le demandeur n'est pas propriétaire des terrains et/ou bâtiments		
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	Construction/travaux		
Plan de situation et plan de masse des travaux	Travaux		
Plan des aménagements intérieurs	Travaux		
Plan avant travaux et après travaux	Travaux de rénovation		
Diagnostic global en amont des investissements (cf. liste des diagnostics éligibles dans les annexes de la notice)	En cas de montant d'investissement dépassant le seuil défini dans l'arrêté : projet stratégique		
Études irrigations : économie d'eau et impact environnemental	Selon la nature du projet		
Note technique irrigation	Pour l'ensemble des projets d'irrigation		
Déclaration de réforme du pulvérisateur	Selon la nature du projet		
Attestation de l'expert-comptable d'amortissement du pulvérisateur selon les normes comptables en vigueur	Selon la nature du projet		
Engagement pour récupérateur menue-paille	Selon la nature du projet		
Plan stratégique de filière ou étude	Investissements protection contre le gel		
Localisation des haies : registre parcellaire graphique si existant, à défaut carte au 1/25 000ème	Tous les projets portant sur un investissement de cette nature		
Justificatif de correction des anomalies	En cas de procès-verbal daté de moins de deux ans (environnement, sanitaire et bien-être animal)		
Attestation de réforme ou de revente du matériel Ou Attestation comptable d'amortissement du matériel	En cas de remplacement		
ICPE : preuve de dépôt en ligne ou attestation officielle	Si installation soumise à la réglementation		
L'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement ainsi que, le cas échéant, la convention de déversement correspondante	Selon la nature du projet		
Pièces relatives aux dépenses prévisionnelles et au plan de financement			

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
<p>Justificatifs des dépenses prévisionnelles et du caractère raisonnable du coût présenté. Fournir au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 devis détaillé pour les dépenses inférieures à 4 000 € HT - 2 devis détaillés de deux fournisseurs différents pour les dépenses comprises entre 4 000 € et 90 000 € HT - 3 devis détaillés de trois fournisseurs différents pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT <p>Ou</p> <ul style="list-style-type: none"> - les pièces du marché en cas de procédure formalisée <p>Remarque : si la dépense peut être rattachée à un référentiel national des couts, un seul devis suffit.</p>	Tous		
Attestation bancaire ou comptable vérifiant que l'investissement est compatible avec la viabilité de l'exploitation	Pour les projets avec emprunt et / ou lorsque le demandeur est astreint à la tenue d'une comptabilité avec comptable		
Notification des aides attribuées, des éventuelles contributions privées	Si de telles ressources financent le projet		
Pièces justificatives du(des) marché(s) publics	Pour tout demandeur soumis aux règles de la commande publique		
Pièces facultatives relatives aux critères de sélection			
Grille de sélection remplie	Tous		
Audit technico-économique ou étude spécifique liés à l'investissement de moins de 2 ans et fait par un organisme indépendant (CSP des agences de l'eau accepté)	Tous		
Accusé de réception de dépôt de dossier « DINA CUMA » du ministère de l'Agriculture	Projets concernés		
ARC demande d'aide à la création d'un atelier diversification sur un appel à projet « diversification » concomitant ou précédent l'appel à projet « transition »	Tous		
Pièces justificatives comptables	Demandeur possédant déjà un atelier de diversification ou en cours de diversification de sources de revenus		
Attestation d'adhésion à des pratiques agricoles exemplaires (groupe 30 000, DEPHY...)	Tout demandeur concerné		
ARC de la demande d'aide ou notification de la décision d'aide	Demandeur ou bénéficiaire d'aides MAEC		
Contrat PSE (Convention avec l'agence de l'eau)	Porteurs engagés dans un contrat de paiements pour services environnementaux		

Pièces	Type de demandeur concerné / Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
<ul style="list-style-type: none"> - Certificats de conformité concernant les signes officiels de qualité et d'origine (SIQO) pour l'atelier concerné ou plus généralement pour l'exploitation si celle-ci est concernée. - Ou preuve de démarche engagée concernant les signes officiels de qualité et d'origine (SIQO hors AB) pour l'atelier concerné ou plus généralement pour l'exploitation si celle-ci est concernée. <p>Pour les groupements d'agriculteurs, tous les certificats SIQO ou preuve de démarche engagée (hors AB).</p>	Demandeurs concernés		
<ul style="list-style-type: none"> - Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 11 des Programme de développement rural (de Bourgogne ou de Franche Comté) ou du dispositif 70.01 du PSN. - Ou - Document avalisé par la filière <p>Si la demande d'aide est déposée par une CUMA ou un autre type de groupement agricole, cette notification est à fournir pour chaque adhérent bénéficiant d'une aide conversion à l'agriculture biologique</p>	Porteur de projet ayant reçu une aide à la conversion en agriculture biologique ou en conversion pour l'atelier concerné		
<ul style="list-style-type: none"> - Tout document probant de reprise d'exploitation (ex : Déclaration d'intention de cessation d'activité, dossier SAFER...) - Inscription au répertoire départ/installation 	Exploitation avec repreneur qualifié		
<ul style="list-style-type: none"> - Certificat d'adhésion au GIEE - Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans le projet du GIEE 	Opération portée par un adhérent GIEE		
Pièces relatives aux majorations, bonifications et sur-plafonds			
<p><u>Si la demande d'aide est déposée par le jeune agriculteur, fournir :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement - Attestation CJA mentionnant la date d'installation <p><u>Si la demande d'aide est déposée par une forme sociétaire, fournir :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Plan d'entreprise en validité mentionnant l'investissement pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur (excepté pour les CUMAs). - Attestation CJA mentionnant la date d'installation pour tous les associés exploitants ayant le statut de jeune agriculteur - ARC demande d'aide à l'installation (datant de moins de 4 ans) pour tous les associés exploitants non installés sollicitant une aide à l'installation. 	Jeune agriculteur faisant valoir des aides à l'installation		
<ul style="list-style-type: none"> - Attestation d'inscription MSA - Plan de professionnalisation personnalisé Et/ou - Étude économique liée à l'installation 	Jeune agriculteur sans aides à l'installation et nouvel installé		
<ul style="list-style-type: none"> - Justificatifs de la capacité professionnelle agricole (CPA) : PPP + diplômes recevables, expérience professionnelles, attestation de reconnaissance de diplôme... - Ou dérogation préfectorale à la CPA (acquisition CPA) - Ou diplômes et/ou attestations d'expérience professionnelle requis dans l'arrêté 	Jeune agriculteur sans aides à l'installation et nouvel installé		
Diagnostic global en amont des investissements (cf. liste des diagnostics éligibles dans les annexes de la notice)	Projet qualifié de « projet stratégique »		
Certificat AB de l'exploitation.	Exploitation bio		
Pour les groupements d'agriculteurs, tous les certificats AB des exploitations concernées			

Pièces	Type de demandeur concerné /Type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur
Attestation du GIEE que le projet d'investissement s'inscrit dans son projet	Actions collectives : projet porté par un GIEE		
<ul style="list-style-type: none">- Notification de l'aide attribuée dans le cadre de la mesure 16 PEI du Programme de développement rural de Bourgogne ou dans le cadre du type d'intervention 77.01 du PSN- Attestation de la structure porteuse du groupe opérationnel (PEI) justifiant que l'investissement s'inscrit dans le cadre du projet du groupe	Actions collectives : opérations du PEI (mesure 16-du PDR ou du type d'intervention 77.01 du PSN).		